

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2013

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LA GRANDE DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE - (N° 1011)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL48

présenté par

M. Alauzet, M. Coronado, M. de Rugy et M. Molac

ARTICLE 3

Après l'alinéa 13, insérer les quatre alinéas suivants :

« III. A- A l'alinéa 2 de l'article L. 1649 A du code général des impôts après les mots « à l'étranger » sont insérés les mots « ou certifier qu'elles n'en possèdent pas, après avoir été informées des sanctions encourues.

B- Après l'alinéa 2 de l'article L. 1649 A du code général des impôts, insérer l'alinéa suivant « Un décret du conseil d'Etat détermine les conditions de réalisation de la déclaration de « non-détention »

IV.A- A l'alinéa 1 de l'article 1649 AA du code général des impôts après les mots « l'année civile » sont insérés les mots suivants « ou de certifier qu'elles n'en possèdent pas, après avoir été informées des sanctions encourues. »

B- Après l'alinéa 1 de l'article L. 1649 AA du code général des impôts, insérer l'alinéa suivant « Un décret du conseil d'Etat détermine les conditions de réalisation de la déclaration de « non-détention »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour but de créer une obligation de déclaration de « non-détention » de compte à l'étranger ou de contrats d'assurance-vie souscrits auprès d'organismes situés hors de France. Ainsi, chaque citoyen devra indiquer obligatoirement dans sa déclaration de revenus s'il possède ou non un compte à l'étranger et s'il a ou non souscrit à une assurance vie avec un organisme situé hors de France.